

paix, du pain et de la démocratie. L'utilisation de ces thèmes dans le programme du P.C.F. ont pour but de gagner l'audience des couches non-prolétariennes et de les organiser directement dans les structures périphériques du parti, beaucoup plus que de rassurer les alliés éventuels qui, eux, ne se font guère d'illusions sur la volonté démocratique du parti.

La justification théorique de cette pratique est simple : c'est l'adaptation dans un pays capitaliste avancé, de la théorie menchevique de la révolution par étapes, théorie reprise et améliorée par Staline. Notons que la stratégie frontiste a été appliquée par tous les partis staliniens sans aucune exception sous n'importe quelle latitude. Elle nous paraît être une caractéristique absolument du stalinisme, et le degré d'opportunisme qui découle de son application, ne peut en aucun cas mesurer la dégénérescence social-démocrate qui marque pour certains, le déclin du stalinisme.

II - LE P.C.F. AUJOURD'HUI

A. - Le Programme officiel.

Comme l'établit la première partie de ce texte, le programme du P.C.F. n'a guère changé durant cette dernière période. Depuis mai 68, malgré les quelques nuances de forme qui ont été ajoutées, l'essentiel demeure, plutôt renforcé. Le Manifeste de Champigny : « Pour une Démocratie Avancée ! Pour une France Socialiste ! » ne fait que réaffirmer la ligne politique des dix dernières années du P.C.F.

1) Qu'est-ce que la démocratie avancée ?

a) Le peuple exploité par une poignée de monopoleurs ne bénéficie pas dans le régime actuel des fruits légitimes de l'expansion économique. Pour pallier à cette carence le programme du P.C.F. préconise la nationalisation des principales grandes industries, du crédit, et de la recherche, afin de « répartir plus justement les fruits du travail ». De plus, cette mesure aurait l'avantage selon le même programme, de remettre ces branches entre des mains françaises auxquelles elles sont en train d'échapper, puisque « le régime vend notre industrie au capital étranger ».

Les mesures économiques préconisées dans ce double but consistent donc à nationaliser la plupart des grandes entreprises françaises pour les remettre à la gestion de l'Etat. Par ailleurs le P.C.F. se fait le défenseur de l'expansion — notion typique empruntée aux économistes bourgeois ; pour la justifier il invoque la nécessité d'un accroissement du pouvoir d'achat des masses, suffisant pour faire tourner l'entreprise dans un sens rationnel et populaire. C'est exactement la théorie que Blum défendait en 1936 pour introduire la législation sociale au Parlement.

Mais l'Etat de démocratie avancée n'est pas pour autant un Etat socialiste. A côté de larges secteurs nationalisés, subsiste l'exploitation privée, et le contrôle établi sur les nationalisations passe par les « moyens légaux de gouvernement définis par la constitution ».

b) « La démocratisation de la vie publique » se résume dans le programme à rétablir un « Parlement représentatif », c'est-à-dire élu au suffrage universel et proportionnel. C'est ce Parlement qui est l'émanation de l'opinion publique, et qui donne naissance au gouvernement contrôleur de la démocratie économique.

Il s'agit donc bel et bien d'un Etat encore bourgeois mais plus « démocratique » où la voix des travailleurs s'exprime dans les urnes et non sur leur lieu de travail.

Dans la perspective du P.C.F., cette étape en rétablissant la démocratie et en l'élargissant, favorisera — par l'exemple et la conviction — la prise de conscience par « le peuple tout entier » de la nécessité du socialisme. Par une approbation massive, la démocratie avancée, en devenant très avancée, deviendra le socialisme.

c) Pour instaurer cette démocratie avancée, le programme préconise l'union des partis de gauche, une alliance électorale des « hommes épris de paix et de liberté », qui par la volonté des électeurs franchira le pas fatidique des 51 % nécessaire à l'arrivée au pouvoir de la coalition gouvernementale.

Les buts et les moyens sont donc parfaitement clairs — du moins dans le texte : une stratégie parlementaire pour une république parlementaire.

2) Les conséquences de sa ligne réformiste sur le P.C.F.

Prêcher depuis plus de 40 ans, et sans grande discontinuité, une ligne purement réformiste ne peut pas rester sans conséquence sur le comportement, l'éducation et la composition des effectifs du P.C.F.

a) En préconisant une stratégie menchevique de révolution par étape, où les étapes prennent plus d'importance que la révolution, le P.C.F. se donne pour cadre exclusif la légalité des institutions bourgeoises. Au niveau revendicatif, la négociation n'est plus un moyen, parfois nécessaire dans le cours de la lutte pour obtenir satisfaction, mais le but de toute action. La négociation est elle-même portée au rang de revendication syndicale. Au niveau politique l'action de masse, réduite au minimum, ne sert que de force de pression pour faire reconnaître le P.C.F. comme interlocuteur valable ou comme force essentielle de l'opposition, sans laquelle toute solution est impossible.

Toute l'activité est orientée vers un seul but : acquérir pour le Parti droit de cité reconnu dans les affaires publiques.

b) Les militants formés et recrutés dans ce climat en acquièrent rapidement la conviction. Une ligne politique destinée à justifier la volonté d'insertion et de promotion sociale de l'appareil sert aujourd'hui de matrice à l'émergence de nouveaux cadres, issus des rangs du P.C.F.

Le réformisme est ainsi pour des milliers de militants le motif même pour lequel ils ont adhéré au Parti. C'est sur la base du comportement « responsable et réaliste » du P.C.F. qu'ils en font partie et le défendent avec des excès révisionnistes de plus en plus fréquents. N'a-t-on pas vu dans les colonnes de l'Humanité, lors de la discussion préparatoire au XIX^e Congrès, certains bien intentionnés réclamer l'élargissement à toutes les couches victimes du régime du concept de classe ouvrière, la réactualisation moderne de la notion de plus-value ?

c) Ceci est d'ailleurs confirmé par la composition sociale du P.C.F.

— 60 % des adhérents sont venus au P.C.F. après 1959, et n'ont donc pas connu la vraie période stalinienne. Ils ont été exclusivement formés à l'école de « l'union de la gauche contre le pouvoir personnel » ;

— 50 % des adhérents postérieurs à mai 68 ont moins de 25 ans. Ils sont venus prendre leurs cartes en approuvant la part prise par le P.C.F. et la C.G.T. à la crise de mai-juin. Ils baignent quotidiennement dans l'atmosphère de la lutte contre le « gauchisme », et assureront demain la relève des cadres.

— Depuis 1967 le pourcentage prolétarien dans la composition des directions n'a pas progressé globalement (6) : il est toujours de 41 %, quand il n'a pas chuté de 5 % dans certaines régions, comme le montre Léon Feix dans un article de France Nouvelle.

— Le déséquilibre politique et social retentit évidemment sur l'organisation elle-même. Les ventes de l'Humanité baissent sans cesse, parallèlement à la disparition de la presse provinciale. L'Humanité Dimanche va être supprimée, et avec elle tout le travail de prospection militant qui restait aux cellules, lesquelles se réunissent et discutent de moins en moins.

Certes, tous ces indices ne sont ni immuables, ni annonciateurs certains d'une catastrophe imminente du P.C.F., mais ils mettent dangereusement en valeur un caractère quelque peu nouveau dans les effectifs : un certain réformisme tend de plus en plus à trouver une base sociale non prolétarienne dans le P.C.F. lui-même. Et cette base sociale réelle, gavée par le réformisme justificatif de l'appareil le secrète à son tour en décuplant sa force. Cela à soi seul remet aux calendes grecques tout « redressement révolutionnaire du P.C.F. ».

B. - Le programme du P.C.F. est-il applicable ?

Le propre du réformisme classique consistait à se limiter à une tactique de luttes économiques sanctionnées, au plan politique, par l'accroissement d'influence du parti ouvrier, c'est-à-dire son imbrication croissante avec les mécanismes de fonctionnement du système bourgeois. Déclenchant des luttes partielles afin d'obtenir des concessions pour les travailleurs, le réformisme se servait de ces résultats comme moyen de pression sur la machine politique de la bourgeoisie, pour y gagner une place. A l'occasion cette place pouvait devenir prépondérante quand le capitalisme en difficulté temporaire ne connaissait plus d'autre recours.

Aujourd'hui ce schéma est doublement inapplicable : à la fois comme tactique des luttes et comme chemin vers le pouvoir.

1) Le réformisme comme tactique des luttes.

La structuration économique et politique du capitalisme contemporain ne concède guère de grandes marges de manœuvre aux directions ouvrières réformistes. Le bouleversement politique réalisé par le gaullisme en France a placé l'économie capitaliste, telle qu'elle était devenue en 1958, au poste de commandement.